

Avec ses annonces de mardi 18 juin, le gouvernement passe en force sur sa dite « réforme » de l'assurance-chômage. Il l'a bien agrémentée de maigres mesures visant les entreprises (notamment sur les contrats courts) ou les cadres les « mieux payés » (opposer les catégories de salariés est une manœuvre abjecte), mais il ne peut pas masquer l'évidence : presque tous les efforts sont imposés aux chômeurs les plus fragiles. Ils devront supporter la quasi-intégralité des 3,4 milliards d'euros d'économies.

Faire payer les privés d'emploi

Oui ! 3,4 milliards d'économies imposées : le plan présenté par le gouvernement représente un effort colossal, inégalé, tout ça sur le dos des chômeurs. Le CICE à lui seul aura coûté 40 milliards d'euros cette année alors qu'il n'aura créé aucun emploi. D'un côté des milliards de cadeaux aux entreprises, de l'autre on assèche les comptes pour les privés d'emploi.

Derrière les annonces, derrière les discours, il y a des conséquences. Conséquences concrètes et, aujourd'hui, désastreuses pour une partie des 5,6 millions de demandeurs d'emploi – dont seuls 2,6 millions sont indemnisés. Deux ans après la mise en chantier d'une refonte profonde du marché du travail par le biais des ordonnances, six mois après avoir sérieusement durci le contrôle des chômeurs, l'exécutif vient donc de boucler sa réforme de l'assurance-chômage.

Des mesures CONTRE les chômeurs

- Durcissement des conditions d'accès à l'assurance chômage par la modification de la durée d'affiliation. Il faudra avoir travaillé 6 mois sur une période de 24 mois au lieu de 4 mois sur une période de 28 mois. Cette seule réforme va exclure de l'assurance chômage plusieurs centaines de milliers de chômeurs.
- Les demandeurs d'emploi qui avaient un revenu de travail supérieur à 4 500 euros brut par mois verront leur indemnisation réduite de 30 % à partir du septième mois

Avec Macron toujours plus de précarité

Nous rappelons à tous qu'après le soi-disant volet "flexibilité" de la Loi travail, la réforme de l'assurance-chômage était censée être le volet "sécurité" de la "flexisécurité" à la Macron. Fumisterie et mensonge depuis le départ et ce n'est pas pour rien que la CGT avait jeté toutes ses forces dans la bataille contre les ordonnances Macron.

Macron veut baisser le nombre de chômeurs, non pas en les aidant à retrouver du travail, mais en leur fermant les portes de Pôle emploi. Alors pourquoi pas aller jusqu'au bout de ce cynisme : éradiquons le chômage en ne comptabilisant plus les chômeurs, qui gâchent les statistiques gouvernementales.

Un lapsus qui en dit long...

"C'est une réforme (...) pour la précarité". Au moins, c'est clair. Superbe lapsus et regard paniqué de Penicaud lors de la présentation de la réforme de l'assurance chômage. Pourtant elle n'avait pas tort, oui il s'agit bien d'une réforme qui va encore aggraver la précarité.

S'attaquer au chômage, pas aux chômeurs.

Le chômage a diminué se vantera le gouvernement Macron alors qu'ils auront juste cessé de les indemniser pour les sortir des listes ! C'est ça la réalité de cette réforme.

A nouveau, le gouvernement pointe du doigt les chômeurs, présentés comme profiteurs et responsables de leur situation. Il ferait mieux de questionner son modèle social et économique, qui ne permet pas le partage du temps de travail et des richesses pour lutter véritablement contre le chômage de masse.

Montreuil
Le 19 juin 2019